

2022 débute avec l'héritage lourd et inquiétant des deux années précédentes : la terrible année 2020 avec la pandémie de covid-19 et la plus grande dépression économique depuis 90 ans et 2021, avec la poursuite de la pandémie et une reprise économique insuffisante et pleine de contradictions. Ces deux années sont déjà marquées de manière indélébile par l'ombre apocalyptique des catastrophes écologiques. Au Mexique, ces années ont également été celles de la restauration du bonapartisme, projet fondamental de la « quatrième transformation » (4T) entreprise par le gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO).

« La France ne semble donc avoir échappé au despotisme d'une classe que pour retomber sous le despotisme d'un individu » (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*)

Les leçons de l'histoire

La leçon de la première moitié du mandat de six ans du gouvernement *obradoriste* est qu'une telle restauration s'avère plus compliquée que l'émergence et la consolidation du précédent bonapartisme historique. Les vainqueurs de la révolution mexicaine qui avaient renversé la dictature de [Porfirio Diaz](#) et ses épigones militaires dirigés par [Victoriano Huerta](#) se divisèrent dès leur victoire et s'affrontèrent selon des lignes de classe : les paysans et les secteurs ouvriers qui les accompagnaient d'une part, les *rancheros* et les petits et grands propriétaires ruraux d'autre part. Le secteur regroupé sous la direction de [Venustiano Carranza](#) et de ses généraux, à commencer par [Alvaro Obregón](#), l'emporta dans les plaines du Bajío sur les armées paysannes de [Pancho Villa](#) et [d'Emilio Zapata](#).

À partir de ce triomphe, les chefs militaires dirigés par le groupe d'Obregón, originaire de Sonora, éliminèrent le vieux Carranza par un coup d'État et établirent un gouvernement qui domina la République mexicaine à partir de 1920, d'abord sous le règne du leader qui chercha à se faire réélire et dont l'assassinat fut l'événement qui amena son successeur [Plutarco Elías Calles](#) à appeler à la fondation d'un parti officiel en 1929, unissant tous les secteurs au sommet. Ce parti est resté au pouvoir pendant le reste du 20e siècle sous la forme d'une oligarchie bonapartiste de plus en plus bourgeoise dont la succession au pouvoir était parfaite : chaque président choisissait son successeur, qui s'imposait sans jamais faire face à une véritable opposition. Il s'agissait *de facto* d'un régime de parti unique, avec un simulacre de démocratie qui dissimulait à peine un système aux caractéristiques totalitaires évidentes. Le *priato*, le fameux empire du PRI.

Mais comme le dit le dicton populaire, « aucun mal ne dure cent ans ». Les secteurs dominants de la bourgeoisie mexicaine et leurs partenaires principaux à Washington prirent une décision à la fin du siècle dernier. La sénilité et le discrédit croissant du PRI imposaient un changement. Les luttes constantes qui se multiplièrent à partir des années 1960 intensifièrent la haine anti-PRI dans de très larges secteurs populaires. Aussi bien les groupes dirigeants du PRI que ceux liés au seul parti bourgeois qui était resté une opposition loyale, le Parti d'action nationale (PAN), conseillés par le président Bill Clinton, décidèrent de mettre fin à l'hégémonie du PRI. En 2000, une transition démocratique triompha et Vicente Fox, le premier président du PAN, devint président. La soi-disant transition fut accueillie en fanfare par les politiciens, les hommes d'affaires, les journalistes et les intellectuels du régime bourgeois au pouvoir et même par les groupes populaires. Il

Le PRIAN, le PRD et l'échec de la démocratie bourgeoise

Mais les trois gouvernements, deux PAN et un PRI, de la soi-disant transition démocratique, populairement connue sous le nom de PRIAN, qui ont duré de 2000 à 2018, ont été un échec retentissant et colossal dans lequel la corruption la plus grossière et la plus flagrante a régné, les inégalités se sont accrues, le respect des droits de l'homme a été bafoué et la violence des puissants groupes criminels liés au trafic de drogue et à d'autres entreprises lucratives a atteint des niveaux sans précédent, transformant le territoire national en tombeau de centaines de milliers de morts. Les autorités, sous le mandat de six ans de Felipe Calderón, ont ensuite décidé d'envoyer les militaires dans les rues. Ainsi, l'expérience d'une démocratie (néo)libérale-bourgeoise, loin d'atténuer les contradictions héritées de la longue période du PRI, les a approfondies. En effet, comment concevoir qu'il était possible d'imposer un régime véritablement démocratique dans lequel la participation du PRI lui-même était centrale, malgré la permanence de ses nombreux gouverneurs, députés, sénateurs et conseillers municipaux ?

L'acte final du PRIAN a été précisément la période de six ans qui a vu le retour du PRI à la présidence de la République avec l'archi-corrompu Enrique Peña Nieto, sous le gouvernement duquel (2012-2018) les affaires qui se déroulaient déjà depuis des décennies ont atteint des niveaux inouïs grâce à la vague des privatisations, des fraudes millionnaires, des budgets incomplets, des détournements inexplicables et de la facturation d'entreprises fantômes dans des « escroqueries de génie », (voir [la fameuse enquête journalistique sur la estafa maestra](#)) bref, l'orgie néolibérale à son apogée. Lorsque le tristement célèbre crime d'État de [la disparition des 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa](#) dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014 a été commis, une réaction de colère a éclaté dans tout le pays. C'était la fin du PRIAN. Les partis bourgeois historiques les plus forts avaient montré leur véritable visage, il n'y avait pas dans les secteurs de la bourgeoisie et de leurs partis de traditions du jeu politique caractéristique des régimes parlementaires. La véritable tradition politique qui avait prévalu au cours du XXe siècle était celle d'un régime autoritaire, celui du bonapartisme mexicain.

Bien que jouant un rôle politique mineur dans le drame de cet échec, il faut également évoquer le troisième parti dominant qui scella finalement son destin décadent en même temps que celui des deux grands partis précédents, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Fondé en 1989 par la fusion d'un courant dissident du PRI dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas, fils du grand leader historique de la révolution mexicaine Lázaro Cárdenas et de la plupart des secteurs de la gauche mexicaine, notamment les organisations issues des mutations de l'ancien parti communiste mexicain, le PRD fut accueilli et soutenu par un large éventail de secteurs de la classe moyenne et même des travailleurs qui souhaitaient voir enfin une gauche forte et protagoniste en première ligne de la politique nationale. En réalité, il n'y avait rien de nouveau. Après la révolution mexicaine, le groupement hégémonique du parti officiel a toujours agi comme un puissant aimant pour les secteurs socialistes et même communistes, surtout ceux issus du stalinisme, comme le démontre le collaborationnisme permanent du courant autrefois influent dirigé par [Vicente Lombardo Toledano](#), fidèle jusqu'à sa mort comme allié du PRI. Ce furent les longues décennies de l'influence du soit-disant « nationalisme révolutionnaire ». Le PRD se

proclama l'héritier de cette tradition, s'opposant à la vague néo-libérale en plein essor.

Mais c'était une époque très différente du nationalisme des années 30 et 40.

Les vicissitudes du PRD sont un facteur non négligeable qui expliquent à la fois la biographie personnelle d'AMLO et l'émergence de l'*obradorisme*, courant dont il est le leader. Le jeune AMLO fut un leader du PRI dans son État natal de Tabasco. N'ayant pas réalisé son ambition d'être candidat au poste de gouverneur, il démissionna du PRI pour rejoindre le PRD, où il acquit la stature de leader qui le projeta sur la scène nationale, d'abord en tant que président du parti, puis en tant que candidat victorieux à l'important gouvernement de la ville de Mexico en 2000 et deux fois en tant que candidat perdant à la présidence.

AMLO se révéla être un politicien d'opposition bourgeois professionnel intelligent et astucieux pendant toute la période de l'orgie néolibérale du PRIAN qui noya le pays dans la violence et la corruption pendant trois décennies. Avec un discours contre les pires excès et crimes de leurs gouvernements et en maintenant toujours, comme il le répétait à l'envi, « un respect total et pacifique de la loi, nous n'avons pas cassé une seule vitre », AMLO apparut comme un habile et charismatique leader des masses qui, de 2006 à 2018, fit plusieurs fois le tour du pays du nord au sud avec le discours d'un éveilleur de consciences, d'un leader d'une nouvelle transformation du Mexique, un discours composé de prises de position progressistes et même radicales qui devenaient néanmoins de plus en plus démagogiques. Sa position conciliatrice devint plus évidente après la chute brutale du prestige de Peña Nieto : « le Mexique doit devenir un pays calme, nous ne voulons pas d'un pays en proie à l'agitation », etc. AMLO commençait à envoyer des messages conciliateurs.

L'écrasante victoire d'AMLO

Avec le soutien du PRD, AMLO a construit la plateforme qui l'a lancé vers les élections présidentielles de 2006 et 2012. Après la fondation de son nouveau parti, le Mouvement de Régénération Nationale ([MORENA](#)), il se présenta pour la troisième fois en 2018 à l'élection présidentielle et, cette fois, l'emporta.

Jamais auparavant il n'y avait eu une victoire électorale aussi écrasante que celle qui a permis à AMLO d'accéder au Palais National en 2018. 32 millions de Mexicains et de Mexicaines votèrent pour lui. Il en fut lui-même surpris. Beaucoup de choses ont été publiées et dites sur cette date importante dans la politique mexicaine. Une première conséquence fondamentale fut l'écrasement des partis dominants. Le PAN se défendit le mieux mais il parvint à peine à se maintenir aujourd'hui, du fait de ses grandes contradictions internes. Le PRI a chuté si profondément que tout indique qu'il lui sera très difficile de se relever ; dans les trois années qui ont suivi 2018, il a perdu cinq millions de membres et huit postes de gouverneur. Le PRD est en voie d'extinction. En d'autres termes, le bloc d'opposition bourgeois traditionnel n'est pas fort et ne représente pas une réelle menace pour le gouvernement d'AMLO. Il n'a pas d'avenir.

Le projet d'AMLO définit donc aujourd'hui dans l'arène de Morena sa continuation ou son dépassement. Ce parti singulier est très majoritairement composé et dirigé par des membres qui, jusqu'en 2014, année de son enregistrement par l'Institut National Électoral (INE), étaient des membres du PRD, du PRI et d'autres organisations, y compris de droite et d'extrême droite.

Certes, la victoire écrasante d'AMLO était la sienne, bien sûr, mais elle allait bien au-delà. Elle a été l'expression retentissante du sentiment d'une majorité de la population désireuse de changement, pas n'importe quel changement mais un changement radical, une transformation profonde. Ce sentiment populaire fut, en effet, bien perçu par AMLO et exprimé rhétoriquement dans sa propagande politique. Après avoir triomphé aux élections de manière aussi impressionnante, comment ne pas s'attendre à une réponse à cette demande, pour beaucoup une véritable urgence vu la gravité de la crise mexicaine ? Dans quelle mesure cette rhétorique était réelle ou s'agissait-il de la simple démagogie d'un leader bourgeois autoritaire classique ? La réponse réside dans ce qui s'est passé au cours des trois dernières années.

L'hécatombe des espoirs

Le 1er décembre dernier, le gouvernement de la Quatrième Transformation a fêté son troisième anniversaire. Le déluge de textes, de rapports, d'interviews, de commentaires médiatiques sur le caractère de l'*obradorisme* a polarisé un débat national qui oppose ses partisans à ses opposants, ces derniers se trouvant non seulement dans les partis traditionnels mais éparpillés dans tous les secteurs sociaux.

Il pourrait sembler difficile d'aborder la question de sa caractérisation avec une évaluation objective et non partisane. Nous ne considérons pas que ce soit le cas. Prenons un exemple significatif et très éloquent car il se réfère peut-être au problème qui a le plus affecté, négativement, le gouvernement d'AMLO, comme tous les gouvernements du monde. Nous faisons bien sûr référence à la pandémie de covid-19 et à son impact sur le système de santé national.

Lors de sa conférence matinale du 4 janvier, AMLO a expliqué qu'au début de son gouvernement, il a trouvé un système de santé dans un état pire que le système éducatif, et il les a comparés à *Petróleos Mexicanos* ([Pemex](#)) et à la Commission fédérale d'électricité ([CFE](#)) en raison de l'état d'abandon dans lequel ils se trouvaient. ([La Jornada, 5/01/2022](#)). Cependant, les plaintes les plus fréquentes des travailleur.se.s au cours de ces années de pandémie, faisant écho aux critiques dévastatrices de la situation du système de santé publique, ont été le manque de médicaments, la pénurie de personnel de santé, les terribles conditions des installations, etc.

Le Syndicat National des Infirmières Mexicaines a décrit crûment la situation à laquelle sont confrontées ses affiliées : insécurité de l'emploi, bas salaires, absence d'équipements de protection adéquats et manque de personnel, que le syndicat estime à 300 000 travailleur.se.s. ([Proceso, 9/01/2022](#)). [ISSSTE](#), la deuxième plus importante institution de santé publique, a annoncé qu'elle n'est pas en capacité d'honorer les ordonnances de 60 % de ses patient.e.s ([La Jornada, 6/01/2022](#)). Les protestations des parents concernant le manque de médicaments pour leurs enfants atteints de cancer ont été largement relayées par les médias.

La pandémie n'a pas été attaquée avec la force et les ressources qu'elle aurait exigées. C'est ce que démontrent clairement les chiffres de 300 000 décès de victimes de la pandémie, le Mexique occupant la cinquième place dans la liste des pays comptant le plus grand nombre de victimes, derrière les États-Unis, le Brésil, l'Inde et la Russie et occupant la peu enviable première place dans la liste des pays ayant la létalité la plus élevée, le nombre de décès s'élevant à 7,6 %, loin devant la Bulgarie, qui occupe la deuxième place

La question évidente qui se pose au président est, bien sûr, de savoir pourquoi, depuis trois ans qu'il est au pouvoir, il a fait si peu pour tenir sa propre promesse électorale, alors qu'il avait promis de transformer le service national de santé de manière à l'amener au niveau du Danemark. Au lieu de cela, il est évident qu'AMLO a donné la priorité financière à ses projets favoris, à savoir la [raffinerie de Dos Bocas](#), dans laquelle des milliards de pesos ont été investis et le [Train Maya](#), dont les objectifs sont essentiellement touristiques. En ces jours d'urgence sanitaire, la santé de la population n'a pas bénéficié de la priorité financière élevée qu'elle méritait.

Il en va de même pour d'autres promesses qui ont été déterminantes pour sa victoire. Parmi les plus importantes, celle qui proposait d'entreprendre une politique visant à ramener les militaires dans leurs casernes. C'est exactement le contraire qui s'est produit. AMLO a renforcé et étendu les activités et les responsabilités de l'armée à des niveaux qui dépassent de loin ce que les présidents PRIAN ont fait. La contradiction la plus aberrante de cette situation est qu'en dépit de tout ce soutien aux militaires, dû à la stratégie complètement ratée d'AMLO, à savoir « [des câlins et non des balles](#) », la violence criminelle des cartels n'a pas diminué et continue de sévir dans le pays avec la même force et, dans certains cas, en dépassant même celle des gouvernements PRIAN : 33 000 crimes en 2021, 130 dans les six premiers jours de 2022, y compris [les dix cadavres](#) apparus le 6 janvier sous l'arbre de Noël devant le palais du gouvernement à Zacatecas. Les féminicides se poursuivent sans relâche et le Mexique reste le pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. La nouveauté étant qu'un nouveau type de crime est apparu, le sinistre kidnapping d'enfants.

Comme on peut le constater, avec le transfert annoncé des dizaines de milliers de soldats de la Garde nationale sous le contrôle direct du ministère de la Défense Nationale, cette dynamique de renforcement de l'armée va atteindre des niveaux très dangereux. Les militaires en dehors de leurs casernes, avec les ressources économiques particulièrement abondantes que leur donnent les opérations civiles auxquelles ils participent (l'aéroport de Santa Lucia, le Train Maya, l'administration des ports) et l'impunité dont ils bénéficient (l'exonération du [général Salvador Cienfuegos](#), ancien chef de l'armée lors du mandat présidentiel 2012-2018, accusé par la DEA de complicité avec les narcos, l'obscurité totale sur l'implication des militaires dans le crime de la disparition des 43 d'Ayotzinapa, en étant les exemples les plus remarquables) représentent un danger pour la vie et la sécurité de la population ainsi que pour l'existence d'un gouvernement civil.

Un danger complètement sous-estimé par le président lui-même. De plus, dans ses rassemblements, il ne cesse de faire l'éloge de l'armée mexicaine : « l'armée, c'est le peuple en uniforme », crie-t-il à tout vent, soit inconsciemment, soit à des fins personnelles, tant sa connaissance de l'histoire du Mexique est évidente. Il semble oublier que l'armée est l'institution qui a joué un rôle clé dans le sauvetage du régime du PRI lorsqu'il était en danger.

Cela s'est produit en mars-avril 1959, lorsque l'armée a agi comme briseuse de grève et arrêté des milliers de cheminots. Demetrio Vallejo, son dirigeant syndical, a passé plus de onze ans en prison et des milliers de travailleurs ont été licenciés. Le massacre de Tlatelolco a été perpétré le 2 octobre 1968 par l'armée mexicaine. Les militaires ont également été les principaux protagonistes de la sale guerre menée contre les paysan.ne.s, les étudiant.e.s et les travailleur.se.s sous le gouvernement de [Luis Echeverría](#) (1970-1976).

C'est cette même armée d'aujourd'hui qu'AMLO renforce comme peu de présidents l'ont fait de cette manière. Par conséquent, il n'est pas du tout correct de dire que l'armée constitue « le peuple en uniforme ». Historiquement, c'est la matrice du régime qui a émergé en 1920 et, depuis lors, c'est le principal pilier du système : cela l'a été dans le passé et cela le reste actuellement. Il ne s'agit pas du peuple en uniforme mais d'une des institutions centrales de la répression systémique.

Cette orientation ouvre une perspective claire de leadership autoritaire tend à restaurer le régime qui prévalait sous le PRI. Ce n'est pas un dépassement mais une régression qu'AMLO recouvre d'un discours aux tournures progressistes répétées à l'infini qui voilent à peine une stratégie clairement réactionnaire, avec une dérive vers un système qui n'est pas du tout démocratique mais qui possède un profil dictatorial. Les faits sont de plus en plus criants : le [charrismo](#) syndical est toujours la pièce maîtresse du système qui continue à contrôler les travailleur.se.s ; les grèves dirigées de manière indépendante comme celle des travailleur.se.s de l'agence de presse publique [Notimex](#) sont étouffées et les protestations des travailleur.se.s des grands projets d'AMLO comme la raffinerie de Dos Bocas sont réprimées ; toutes les aides sont liquidées sans discrimination et les causes comme celles des victimes des tremblements de terre sont laissées sans aide.

[Carlos Slim](#), l'homme le plus riche du pays, est fréquemment invité à déjeuner au Palais présidentiel, mais AMLO n'a même pas daigné se présenter à la station de métro Olivos à l'occasion de la [catastrophe](#) de la ligne 12 du métro ; l'arrestation d'un des fils d'El Chapo, un narcotraffiquant notoire, est interdite et les hommes politiques complices de puissants criminels sont relâchés et même félicités ; les étudiant.e.s, les professeur.e.s et les chercheurs.ses universitaires en général sont attaqué.e.s et dénoncé.e.s comme réactionnaires, mais les autorités universitaires corrompues comme celles de l'université de Guadalajara sont tolérées ; des centres autonomes d'enseignement supérieur comme le [CIDE](#) (Centre de Recherche et d'Enseignement Économique), sont menacés de même que des institutions importantes comme [l'École Nationale d'Anthropologie et d'Histoire](#), berceau de l'excellence scientifique et vivier de professeur.e.s et d'étudiant.e.s, dont beaucoup sont lié.e.s aux luttes et à la vie des peuples indigènes, y compris celles de l'EZLN ; AMLO se vante d'aider les personnes âgées mais des millions de sans emploi sont dans le plus cruel abandon ; il se vante d'une politique étrangère progressiste et la Garde Nationale est devenue l'assistante de la patrouille frontalière américaine et le pays tout entier est l'espace de la politique d'immigration de Washington avec la politique qui dit aux centaines de milliers de migrant.e.s qui cherchent à entrer aux Etats-Unis : « *Restez au Mexique* », aggravant la situation de leur vie de misère.

La révocation du mandat

Le référendum approuvé par la Constitution sur la révocation du président de la République est prévu pour avril prochain. Cette consultation, qui coûtera plusieurs milliards de pesos, est totalement gratuite sur le plan politique, car il est évident que ni l'opposition bourgeoise, ni le PRI, ni le PAN, ne demandent la révocation du mandat d'AMLO. Elle a été, cependant, à l'origine d'un conflit entre les *obradoristes* et l'Institut National de la Statistique (INE), une institution autonome de l'État mexicain, dont le président, [Lorenzo Córdova](#), a été la cible d'une campagne de disqualification.

De cette lutte inter-bourgeoise, on peut déduire qu'AMLO n'a pas encore réussi à établir

pleinement et fortement son leadership autoritaire sur l'État lui-même. De plus, la victoire de Morena aux élections de juin 2021 ne fut pas aussi retentissante qu'en 2018. Ce fut une victoire amère. La perte de la moitié de la ville de Mexico, le centre politique le plus important du pays, l'a prouvé. Un coup dur pour Morena qui s'explique précisément plus par ses échecs et ses contradictions que par une opposition vigoureuse du PRIAN, qui a ainsi réussi à obtenir un peu d'oxygène pour rester en vie.

Les *morenistes* ont fait une propagande éhontée non pas pour la révocation du mandat d'AMLO, mais pour sa ratification. La vocation *caudilliste* du président ne pourrait être plus claire. C'est l'exercice plébiscitaire classique des bonapartismes, la nécessité de démontrer l'existence d'un soutien. L'INE a été obligé de se charger de la réalisation de la consultation mais sa demande d'un budget plus important n'a pas été approuvée et, dans la mesure où l'argent qu'il a demandé sera approuvé ou non, sa participation effective ou son sabotage du processus en dépendra.

Son affrontement avec AMLO définira son sort car il représente un obstacle à la restauration en cours d'un gouvernement autoritaire qui ne peut coexister avec une agence électorale dirigée par un conseil avec des représentants de tous les partis, ce qui est le cas de l'INE. La réforme électorale proposée par AMLO est une façon pour lui de liquider l'INE en tant qu'agence d'État disposant d'une autonomie relative par rapport au pouvoir présidentiel. Bien qu'AMLO puisse compter sans problème sur la ratification de son mandat lors du référendum, il est ressorti affaibli de ce conflit et a encore du chemin à parcourir pour une restauration complète.

Il en a été de même avec la tentative d'AMLO de contrôler le pouvoir judiciaire, lorsque sa demande de prolonger le mandat du président de la Cour Suprême qui lui était favorable a été rejetée.

La suite pour Morena

Les luttes et les conflits ouverts au sein de Morena sont les signes les plus clairs que ces trois années seront pleines d'événements largement imprévisibles. La situation de Morena est l'un des facteurs clés de cette évolution. C'est déjà aujourd'hui l'espace politique de l'un des conflits centraux qui déterminera le cours du gouvernement Obrador. Nous faisons référence au processus déclenché par AMLO lui-même lorsque, bien plus tôt que la tradition ne l'aurait indiqué, il a décidé d'ouvrir la course à la succession présidentielle de 2024 à la mi-2021 en nommant plusieurs membres de son cabinet comme possibles candidats à la présidence de Morena.

En réalité, AMLO s'est tiré une balle dans le pied. En effet, parmi ces candidats possibles se trouvent les deux que tout le monde considère comme étant les principaux : [Claudia Sheinbaum](#), la gouverneure de la ville de Mexico et [Marcelo Ebrard](#), le ministre des Affaires Étrangères, avec une discrimination évidente des autres, nommés seulement comme bouche-trou sur une liste dans laquelle seulement les deux mentionnés comptent réellement et comme si ce n'était pas assez d'une balle dans le pied, en déclenchant les luttes entre ces deux candidats AMLO s'est tiré une seconde balle dans l'autre pied, quand il a déclaré haut et fort que, pour lui, Claudia Sheinbaum était sa candidate préférée. Il est évident que cette dernière, qui a été sa fidèle collaboratrice durant les vingt dernières années, a des liens personnels très étroits avec lui.

En 2022, la bataille pour la candidature présidentielle tant convoitée entre ces deux personnages sera un épisode qui pèsera lourd. Aujourd'hui déjà, on peut observer la bataille entre Claudia Sheinbaum, titulaire du poste politique le plus important du pays après la présidence de la République, à savoir la direction de la ville de Mexico, et Marcelo Ebrard, le ministre des affaires étrangères qui s'est déjà rendu au Chili pour promouvoir le bloc Pacifique latino-américain avec la Colombie, le Pérou et le Chili, bientôt rejoint par l'Équateur, et qui en a profité pour inviter Gabriel Boric, le président nouvellement élu du Chili, à visiter prochainement AMLO. Cette situation a conduit à la conclusion facile que Morena n'a pas à s'inquiéter d'une opposition externe, car elle en a déjà une forte dans ses propres rangs.

C'est précisément à la fin de l'année qu'est survenu un conflit interne à Morena qui confirme ce qui précède et oppose les principales figures du parti, leurs querelles débordant sur AMLO lui-même. Il s'agit de la confrontation entre [Ricardo Monreal](#), chef du groupe *moreniste* au Sénat et [Cuitláhuac García](#), gouverneur *moreniste* de l'important État de Veracruz. García est le dernier d'une série de gouverneurs du PRI et même d'un gouverneur du PAN dont le gouvernement a fait régner la terreur, avec des centaines de personnes disparues et assassinées. Au cours des quatre dernières décennies, le principal port national, Veracruz, est devenu l'un des centres de pouvoir du célèbre [cartel des Zetas](#), dont la disparition a entraîné une diaspora qui alimente les cartels actuels. La symbiose entre le puissant monde du crime organisé et le pouvoir politique est évidente à Veracruz et García, le gouverneur *moreniste*, l'a laissée intacte, suivant de fait la voie imposée par ses prédécesseurs PRIAN.

Ricardo Monreal s'est heurté à Cuitláhuac García parce que ce dernier a emprisonné son bras droit, le secrétaire technique du groupe *moreniste* au Sénat, l'accusant d'avoir commandité l'assassinat d'un maire de l'État de Veracruz. AMLO est sorti dans ses conférences de presse quotidiennes (ses fameuses *mañaneras*) pour défendre García alors que parmi les sénateurs et les députés de Morena et même d'autres partis, des groupes s'étaient déjà formés pour défendre ou attaquer le gouverneur.

Monreal est en fait le troisième leader *moreniste* important après Ebrard et Sheinbaum qui a déclaré son intérêt pour la candidature de Morena à la présidence, allant clairement à l'encontre de l'approbation d'AMLO, qui ne l'a jamais mentionné dans son pool de paris. Sans la bénédiction du caudillo, Monreal a dévoilé publiquement ce qui était déjà considéré comme une évidence partout. Il a déclaré : « La précipitation dans la course à la succession présidentielle a provoqué le début d'une dispute politique inattendue au sein du gouvernement, de ses alliés et de Morena ». (*La Jornada*, 27/12/2021) Et pour souligner sa position et reconnaître qu'il y a bien un clash avec AMLO, il a déclaré dans sa première interview de l'année : « Il est évident que je suis exclu de son point de vue. Si ce n'est pas exclu, au moins minimisé ». (*Proceso*, 9/01/2022).

Cuitláhuac García n'est pas le seul gouverneur *moreniste* peu présentable ; il y en a plusieurs dans d'autres États. Pour les six élections d'État de cette année, Morena a déjà choisi ses candidats. Dans certains d'entre eux, les protestations contre les candidats sélectionnés ont été très fortes. Cette situation est une expression fréquente du mécontentement dans les rangs de Morena. Elle est à l'origine de réunions et de confrontations avec la direction nationale, à qui la base exige un changement radical des méthodes d'organisation des élections internes pour les candidats au poste de gouverneur. Comme on peut le constater, les conflits internes ne manqueront pas à Morena.

La lutte contre la corruption

Cela fait trois ans que l'aggravation de la crise empêche l'*obradorisme* de présenter un seul fait qui démontrerait que ses orientations politiques sont un succès. Il y a plus de deux millions de chômeurs, l'augmentation du salaire minimum est déjà absorbée par la formidable inflation qui a éclaté au cours des derniers mois de 2021, la plus élevée depuis vingt ans, inflation qui s'accompagne d'une stagnation économique empêchant la poursuite de la reprise entrevue au milieu de l'année. Jusqu'à présent, l'argument des années terribles de la pandémie de Covid-19 a pu fournir une certaine justification de la situation, mais cette justification ne pourra plus être un argument à l'avenir.

Pour AMLO, 2022 est une année cruciale. Sa ratification lors du référendum d'avril ne sera pas suffisante. Il aura désespérément besoin de faire quelque chose de décisif face aux nombreuses urgences politiques qui s'accumulent pour son gouvernement. [La réforme de l'électricité](#) ne suffira pas non plus car les voix de Morena ne sont pas suffisantes pour la faire passer et elle dépend de celles d'autres partis, dont le PRI. Comme il ne s'est même pas approché des travailleur.se.s de la Commission Fédérale de l'Électricité, (CFE), étouffés par un *charrisme* toujours aussi présent, les électriciens ne figurent pas dans ses plans de lutte pour la renationalisation de l'industrie électrique sous le contrôle de ses travailleur.se.s et usager.e.s. Ce qu'il pourrait obtenir, et c'est ce que vise le report de son approbation, c'est tout au plus une réforme décaféinée, négociée avec les capitalistes.

Il lui reste sa carte maîtresse, qui a été avant tout sa lutte contre la corruption, qui entre aujourd'hui dans une phase cruciale avec la décision d'emprisonner [Emilio Lozoya](#) et sa mère, pour lesquels le ministère public demande respectivement 39 et 25 ans de prison. Il semble qu'AMLO vise déjà [Felipe Calderon](#). Lui-même et la propagande *moreniste* insistent déjà sur le fait que l'ex-président (2006 - 2012) doit être traduit en justice. Et si cela se produit, l'ancien président [Peña Nieto](#) (2012 - 2018) suivra logiquement. Telle est la dynamique d'une lutte victorieuse contre la corruption. Il s'agirait d'un cas sans précédent, car les emprisonnements à motivation politique n'ont jamais concerné d'anciens présidents. L'urgence dans laquelle AMLO entame sa quatrième année de mandat l'oblige à prendre des mesures extrêmes. Un recul dans cette lutte lui coûterait cher.

Pour une alternative de gauche révolutionnaire à l'*obradorisme*

L'épigraphe que nous avons donnée à cet article appartient à l'immortel écrit de Marx sur le coup d'État de 1851 en France, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, dans lequel il donne pour la première fois une explication détaillée de la décadence des régimes politiques bourgeois. Il explique que la bourgeoisie française, avec ses luttes de partis et de chefs, a ouvert la porte à un démagogue qui a fini par restaurer l'empire de son supposé oncle, Napoléon Bonaparte. Depuis lors, son explication a été enrichie, non seulement dans la tradition marxiste, par de nombreux théoricien.ne.s et militant.es politiques. Il s'agit de la conception théorique du bonapartisme.

Les grands révolutionnaires comme Lénine et Trotsky, pour ne citer que deux des plus grands, ont analysé comment, à des époques et dans des circonstances différentes, en Russie, en Allemagne, en Chine et dans d'autres pays, se sont reproduits les traits essentiels de ce qui, selon Marx, s'était produit en France. Le déclin politique de la

bourgeoisie est devenu de plus en plus évident dans le monde entier au cours du 20^e siècle, mais l'absence d'une alternative politique pour les travailleur.se.s et leurs alliés populaires a conduit à la prolifération de situations bonapartistes dans le monde entier. C'était la dialectique dans laquelle la bourgeoisie ne peut plus imposer son hégémonie de manière normale, mais les travailleurs et leurs alliés ne sont pas encore en mesure de la remplacer par leur nouvelle hégémonie. La dialectique du « déjà plus, mais pas encore ».

C'est précisément Trotsky, lors de son dernier exil au Mexique de 1937 à 1940, qui a vécu l'un des moments les plus marquants de l'histoire du Mexique du XX^e siècle. Ce sont les années d'apogée des années *cardénistes*, durant lesquelles se déroule une nouvelle vague de luttes, démontrant que les flammes de la Révolution mexicaine ne sont pas encore étouffées par les cendres. Témoin de l'époque de l'expropriation du pétrole, de la vaste réforme agraire et de la montée des luttes ouvrières, Trotsky perçut que le gouvernement de [Lázaro Cárdenas](#) possédait des traits bonapartistes évidents, mais qu'ils étaient *sui generis* (particuliers, spécifiques) en ce qu'ils s'appuyaient sur les travailleur.se.s dans leurs confrontations avec les impérialistes. Il s'agissait d'une analyse brillante qui allait par la suite avoir une grande résonance dans l'approche de nombreux gouvernements de divers pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique.

Mais cette originalité du *cardenisme* disparaît avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, qui stoppe toute la dynamique anti-impérialiste du *nationalisme révolutionnaire* et laisse place aux gouvernements répressifs, corrompus et pro-impérialistes des successeurs de Lázaro Cardenas : Avila Camacho, Aleman, Lopez Mateos, Diaz Ordaz, Echeverria et autres. La sénilité des derniers présidents du PRI n'était plus *sui generis*. Il s'agissait simplement de bonapartistes, point final.

C'est cette lourde tradition historique qui écrase un leader comme AMLO, sans imagination révolutionnaire, profondément conservateur malgré son discours démagogique, respectueux des dogmes du capitalisme, partisan d'un État austère et violemment opposé à la lutte des travailleur.se.s pour leurs intérêts de classe. La tâche des socialistes et des révolutionnaires véritablement démocratiques est de forger une alternative à l'*obradorisme*. Les opportunités pour le succès de cette lutte se présenteront en abondance en 2022 avec les crises prévues dans la politique de Morena comme conséquence du cours suivi par le gouvernement d'AMLO.

Le retour en arrière que représente la 4T n'est pas une avancée, loin s'en faut, pour le peuple mexicain. L'alternative de gauche révolutionnaire à l'*obradorisme* doit récupérer les principes et les tactiques des meilleures traditions révolutionnaires, tant mexicaines que mondiales. Elle doit être lutter pour un programme de transition qui lie les luttes tactiques quotidiennes à la stratégie de changement socialiste révolutionnaire et à l'établissement du pouvoir des travailleur.se.s de la ville et de la campagne uni.e.s dans les bataillons millionnaires qui vaincront un capitalisme mexicain décadent qui n'offre que corruption, répression et domination impérialiste au peuple.

*

Manuel Aguilar Mora est professeur à l'Université autonome de la ville de México (UACM), membre de la Ligue de l'Unité Socialiste ([LUS](#)). En 1968, il était membre du Comité de lutte de la Faculté de Philosophie et de Lettres avec José Revueltas, Luis González de Alba et Roberto Escudero. Il fut le fondateur du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire politique et sociale du Mexique.

López Obrador et la restauration du bonapartisme

<https://www.contretemps.eu>

mexicain

redaction

Article publié initialement sur <https://correspondenciadeprensa.com/?p=23432>. Traduction

par Christian Dubucq pour *Contretemps*.